

## École de la république ? Quelques éléments.

Je voulais trouver un peu de temps pour répondre sérieusement et longuement à la note de Jean-Paul Brighelli «*École de la république* » car il s'agit vraiment en France d'un élément essentiel non seulement de l'histoire de l'école mais de l'histoire de la société française.

En ce sens l'école de la république est bien évidemment le centre du souci des républicains tandis que, réciproquement, la majorité des enseignants se vivent (ou se vivaient ) comme « indispensables au progrès », c'est-à-dire comme la pointe extrême de la République.

Le sujet - un peu franco-français mais important historiquement puisque placé dans le pays de la *révolution politique par excellence* - aurait donc demandé un texte assez long mais, au vu des '*contraintes actuelles*', je me contenterai d'un petit commentaire sur des textes précédemment écrits. Mais ces notules sont suffisamment critiques sur l'École de la République pour permettre d'ouvrir un débat.

En fait la question de fond est de savoir à partir de quand la «*défense de l' École de la république* » devient la formule dominante «à gauche » et dans le mouvement ouvrier et syndical<sup>1</sup>. Là aussi il ne s'agit pas d'une étude détaillée de cette histoire ; il s'agit simplement de donner, au nom de ce que l'on peut partiellement appeler la «*pédagogie du contre-exemple* », quelques points de repères que j'ai pratiquement tous déjà donnés depuis 1998<sup>2</sup>, c'est-à-dire des faits historiques qui suffisent pour contredire aussi bien la problématique des pédagogistes que celle des défenseurs de la république . C'est peut-être bien pour cela d'ailleurs , c'est-à-dire parce qu'ils contredisaient leurs visions de l'histoire que ces points ne sont jamais cités ni par les pédagoges ni par les antipédagos.

Le premier document est le début du programme de la CGT adopté à une très forte majorité au congrès de la CGT de septembre 1919 ( avant la scission CGT /CGTU ) ,

### **Extrait du programme de la C.G.T. ( XIV<sup>e</sup> congrès, sept.1919) (COMPÈRE-MOREL, Dictionnaire socialiste, article « Enseignement », 1924)**

1. Le congrès constate la faillite de la classe bourgeoise en matière d'enseignement.
2. Il déclare périmé le système d'organisation de l'enseignement de la III<sup>e</sup> République, système qui n'a su que substituer au dogme de l'Eglise, celui de l'Etat et qui s'est préoccupé simplement de maintenir la classe ouvrière sous la tutelle de la classe bourgeoise.

<http://michel.delord.free.fr/bibli1998/doccritic1.html#11> Extrait du programme de la C.G.T.

—

---

<sup>1</sup> Une autre manière de dire la même chose : la reprise par la gauche de la défense de la république et de l'école républicaine est la fin de la gauche.

<sup>2</sup> <http://michel.delord.free.fr/bibli1998/> dont il faudrait relire l'introduction. Note finale :

« Mais ce n'est bien sûr pas le seul point figurant dans ces textes dérangeant les *acteurs du consensus* : on pourra y constater la volte-face historique du PCF et de la FSU sur l'appréciation portée sur '*l'école de Jules Ferry*', l'analyse par Marx des examens comme "*une formule de franc-maçon, la reconnaissance légale du savoir étatique comme privilège [...] comme lien objectif entre le savoir de la société civile et le savoir de l'Etat, l'examen, [...] rien d'autre que le baptême bureaucratique de la science, la reconnaissance officielle de la transsubstantiation de la science profane en science sacrée*", le lien étroit qu'entretiennent le contenu disciplinaire des réformes des années 1970 avec celui avancé par les "*socialiste de la chaire*" à la Eugen Dühring... »

Il n'est pas besoin de dissenter longuement pour comprendre que cette position<sup>3</sup> est complètement antagonique avec la « défense de l'école républicaine » et la « défense de l'école de Jules Ferry » ; or cette position est largement majoritaire dans le mouvement ouvrier et la position de défense de l'école de la république c'est-à-dire de l'école de Jules Ferry n'est défendue, minoritairement, que par la droite du mouvement ouvrier - Albert Thomas ou Paul Boncour par exemple - et, à gauche hors mouvement ouvrier, par les radicaux et plus à droite par les républicains opportunistes ( dont les descendants 'orléanistes' sont Pinay et VGE) . Elle est également défendue, bien sûr, par les partisans du monopole d'état sur l'instruction et par les « laïcs purs anticléricaux », c'est-à-dire ceux qui ne comprennent pas - ou comprennent trop bien - que la mise en avant de la lutte anticléricale a une fonction, fonction qui sert autant la droite cléricale que la gauche de gouvernement, qui est de détourner l'attention des questions de fond et en particulier de la question sociale en faisant « bouffer du curé »<sup>4</sup>. Cette position « anti-IIIème République » sera encore reprise en 1931 par le PCF<sup>5</sup> - ou plus précisément la SFIC, Section française de l'internationale communiste - pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'école laïque et républicaine par exemple. Le tract sorti à cette occasion a pour titre « *Contre le cinquantenaire de l'école du Versaillais J. Ferry - A bas les fêtes du cinquantenaire* »<sup>6</sup>

Mais cette position va progressivement disparaître au moment même où le ministère de l'instruction publique devient, en suivant la voie tracée par le chauvinisme international et le précédent fasciste italien, le ministère de l'Education nationale<sup>7</sup>.

Parallèlement disparaît du mouvement ouvrier toute vision anti-bureaucratique et anti-étatique et l'on présente comme valeur positive toute forme économique d'état et nationalisée. Les deux forces fondamentales qui poussent à ce type d'organisation économique sont

-d'une part le stalinisme qui domine maintenant l'Internationale communiste qui présente de plus en plus toute nationalisation comme un progrès ( il y va de la survie de l'image de l'URSS comme pays socialiste)

-d'autre part les forces socialistes favorables, à l'intérieur de l'internationale socialiste, au rôle fondamental du plan. C'est-à-dire ceux que l'on appellera le *courant planiste* dont la majorité des partisans finiront en partisans des divers fascismes ( Henri de Man et le rexisme en Belgique, X-crise, ancêtre du technocratisme, Karl Polyani , Adrien Marquet, Jules Moch, porteurs d'idées centralisatrices et fordistes qui furent aussi influentes en France dans le pétainisme que dans le programme du Conseil national de la résistance).

En tous cas, à partir du Front populaire triomphe de manière hégémonique la « défense de l'école de la république » qui ajoute aux pires cotés de l'école de Jules Ferry la défense absolue de l'école d'Etat, ce qui est exactement ce que voulaient éviter la grande majorité des socialistes du XIXème siècle, y compris celui qui est considéré comme le plus étatique d'entre eux, Marx.

---

<sup>3</sup> ...position qui est une constante de la grande majorité des courants socialistes depuis au moins 1870.

<sup>4</sup> Ceux qui le veulent feront un parallèle avec la situation actuelle et l'obnubilation sur l'islamisme et la burka ... même si comparaison n'est pas raison ...

<sup>5</sup> même si c'est sous forme caricaturale puisque l'on sent bien que l'ensemble du texte a pour fonction « la défense du pays du socialisme ».

<sup>6</sup> <http://michel.delord.free.fr/bibli1998/doccritic1.html#IV> Tract de la SFIC pour les 50 ans

<sup>7</sup> Le pire n'est pas que ce changement de dénomination traduise un rapprochement et une filiation avec le fascisme mais c'est [à ma connaissance et sous réserve de renseignements ultérieurs] que ce changement se fait sans aucune opposition. C'est-à-dire que le premier mouvement scolaire critique né au XIXème siècle est mort et c'est sur cette mort que le stalinisme s'appuyant sur les courants « de droite » de la social-démocratie construira et sanctifiera la défense de l'école de la république.

Et dans ce processus, ce sont tout d'abord la SFIC de 1932 à la seconde guerre mondiale puis ensuite le PCF qui ont le rôle moteur essentiel.

On comprend donc que l'illusion majeure consiste à prendre comme modèles de renaissance d'un esprit critique les modèles de la position politique successivement du stalinisme, puis dans la France d'après-guerre celui du condominium gaullisme-PCF puis enfin le modèle de son héritier chevènementiste – un peu chétif – alors que leur rôle a été de faire disparaître jusqu'au souvenir d'une pensée critique<sup>8</sup>.

Quelques remarques :

- Le texte de Jean-Paul Brighelli n'évoque aucune des questions que j'évoque et fait disparaître de l'histoire de l'école tout ce qui y représente la partie un peu saine et non bureaucratisée du mouvement ouvrier. Historiquement la position défendue par JP Brighelli est exactement la défense des républicains opportunistes.

- Je fournirai ultérieurement d'autres documents historiques et notamment les positions anti-planistes de Léon Blum.

- Ces questions théoriques sont le soubassement de questions d'actualité : par exemple est apparue au sein du GRIP une position censée combattre les positions de la fondation pour l'école, position qui est ainsi formulée « *Il nous faut donc vraiment un texte clair publié qui ne permet pas de laisser une ambiguïté sur notre objectif : notre travail dans l'éducation nationale (avec les écoles sous contrat) mais en aucun cas avec d'autres écoles.* » Sans entrer dans les détails et sans analyser le sens de cette position dans la situation actuelle, on peut dire que cette position ceci aurait passé avant les années 30 pour une position purement corporatiste.

Courte bibliographie ( à compléter):

- G. Lefranc, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, Payot, 1970  
Olivier Giscrd d'Estaing, *Education et civilisation, Pour une révolution libérale de l'enseignement*, Fayard, 1971.  
Daniel Lindenberg, *L' Internationale communiste et l'école de classe*, Paris, 1972  
A. Borczuk, *La légende de la gauche au pouvoir*, La tête des feuilles, 1973  
JF Biard, *Le socialisme devant ses choix, la naissance de l'idée de plan*, Publications de la Sorbonne, 1985.  
MEN, *Ecole élémentaire, programmes et instructions*, Livre de poche et CNDP, 1985. (Programmes 'Chevènement').  
Rémy Handourtzal, *Vichy et l'école 1940-1944*, Noesis, 1997.

\*

\* \*

Vous trouverez successivement trois textes publiés initialement au sein du GRIP

I) 27/11/2009 : Problématiques sur le stalinisme

II) 28 avril 2010 : Une petite remarque politique sur le républicanisme

III) 12 mai 2010 : Stalinisme et formes de pensée

9 juin 2010  
Michel Delord

---

<sup>8</sup> En écrivant cela, je n'ignore pas que les anti-gaullistes, anti-PCF et à un moindre degré les anti-chevènementistes ont été sur de nombreux plans pires que ces « souverainistes ».

## I) 27/11/2009 : Problématiques sur le stalinisme

Date: Fri, 27 Nov 2009 15:42:53 +0100  
To: GRIProg@googlegroups.com  
From: Michel Delord <micheldelordster@gmail.com>  
Subject: Re: [GRIP: 336] Stalinisme - Was : CR AG  
Cc: Michel.Delord@free.fr>

Bonjour

Je vois que tout le monde parle du stalinisme. Il n'est pas question de faire du stalinisme une question personnelle<sup>9</sup>. Mais le stalinisme est une question sérieuse puisque le stalinisme a eu une influence considérable sur la société - ce qui nous intéresse que secondairement parce que le rôle du GRIP n'est pas de refaire la société - mais surtout sur la conception de l'école, surtout en France, ce qui intéresse beaucoup plus le GRIP.

La seule manière de traiter sérieusement cette question très sérieuse - qui réapparaîtra tant que l'on n'aura pas dit quelques choses sensées sur le sujet - est de définir de quoi on parle en terme de contenu lorsque l'on parle de stalinisme et des reproches que l'on fait à ce contenu. En évitant bien sûr les définitions qui ne veulent rien dire comme "c'est une déformation du marxisme"<sup>10</sup> puisque elle n'explique pas la réalité du phénomène.

Est-ce au niveau international la rigidité doctrinale, l'ouvriérisme, le culte de la personnalité comme les PC le disaient à la fin des années 50 ? Et pour le niveau national, c'est-à-dire pour le PCF, était-ce l'internationalisme, la trahison de la patrie et l'alliance avec Hitler comme le dit P. Nemo ?

Donc si Guy, qui connaît bien le milieu, peut nous faire en une demi-page un petit résumé des principales positions négatives du stalinisme en ce qui intéresse le GRIP, c'est-à-dire la conception de l'école et du savoir, ce serait le bien venu et ça éviterait les discussions creuses liées au fait que sa famille soit au PC ou non.

J'ai donné une partie de ma position - certes sans beaucoup de justifications - sur un des aspects du stalinisme qui est la mise en avant des problèmes d'organisation au lieu des problèmes de contenu et de théorie. Mais Guy connaît ce que j'ai écrit dernièrement à ce sujet sur le long fil « État et monopole », fil que je vous ai communiqué hier.

Michel Delord

## II) 28 avril 2010 : Une petite remarque politique sur le républicanisme

Elle est tout à fait liée à la question pédagogique puisque le républicanisme s'est présenté comme le porteur de l'école...républicaine et d'autre part parce qu'il décrit une trajectoire parallèle à celle de la *pédagogie classique* au sens entendu supra dans la citation de 1999<sup>11</sup>. Résumons : il s'agit maintenant, autant pour Sarkozy pour que pour Chevènement de « siffler la fin de la récré », « de liquider l'héritage de 68 ». Il est donc utile de dire une fois de plus que de la dégradation ne se passe pas « en 68 à cause des gauchistes », thèse commune au gaullisme et au PCF. On comprend bien cette haine viscérale des gaullistes et du PCF contre « 68 »<sup>12</sup> puisque 68 signifie simultanément la mort du PC en quelque sorte

<sup>9</sup> Mais c'est ce que Guy tend à faire puisqu'il nous a parlé de multiples fois - et à chaque fois de manière positive - , à la fois sur Bonnet d'Ane et ici du milieu stalinien qu'il a beaucoup fréquenté.

<sup>10</sup>. Là on a aussi la position contraire de Nemo, justement : stalinisme = marxisme.

<sup>11</sup> Michel Delord, Texte sur le calcul, 1999 :

### L'avenir le dira

Il n'est pas déraisonnable de se poser la question du devenir de l'Éducation nationale (fut-elle laïque, obligatoire et nationalisée) au vu de son état actuel et des possibilités existantes de l'empêcher de se transformer définitivement en instrument "d'edutainment", c'est-à-dire de décervelage incapable même d'apprendre aux enfants à lire, écrire et compter : la réponse pratique viendra assez vite. On verra si la société est capable de faire naître un mouvement s'opposant à cette véritable dégénérescence et si l'administration le tolérera. Quoi qu'il en soit, et l'exemple des progressions en mathématiques suffit à le prouver, la pédagogie "classique", bien que possédant un savoir-faire supérieur en qualité à celle des modernistes, n'a pas pu résister à la vague du décervelage structuraliste qui n'a pas commencé en 68. Pour qui veut se poser quelques vraies questions, la pierre de touche n'est donc pas la critique des modernistes mais la critique de l'impuissance des vaincus, sous peine de vouloir, au prix d'une perte d'énergie considérable, reconstruire un système qui a logiquement abouti au désastre actuel.  
[http://www.sauv.net/delord/calcul/9\\_%20Conclusion.html#L'avenir\\_le\\_dira](http://www.sauv.net/delord/calcul/9_%20Conclusion.html#L'avenir_le_dira)

<sup>12</sup> Je ne propose pas ici une analyse de 68 – qui est avant tout internationale – mais simplement quelques remarques locales françaises.

« purement stalinien » ( le «vrai» selon les staliniens, celui d'avant G. Marchais ) et la mort du gaullisme, ou plus exactement la mort du *condominium républicain par excellence* sur la société française c'est-à-dire le condominium PC-gaullisme. Le fait que les thèses et les pratiques de la massive couche démographique *arriviste* des baby-boomers - à laquelle ne se réduit pas 68 - qui voulait prendre la place du PC et du gaullisme ont été bien pires que celles du gaullisme classique ne justifie cependant pas que l'on défende le gaullisme et le PCF<sup>13</sup>. Ceci mériterait d'être développé - et je le ferai puisque c'est une question centrale - mais on a au niveau politique le même schéma qu'au niveau scolaire, c'est-à-dire que la pierre de touche n'est pas de défendre les « *bonnes positions du vrai gaullisme et du vrai PC* » ( !!!! ) mais de comprendre les faiblesses du républicanisme par excellence, c'est-à-dire celui du *Vrai PC* et du *Vrai Gaullisme*. La pierre de touche pour le républicanisme n'est pas là non plus la critique des modernistes, Marchais d'un coté ou Pompidou de l'autre mais la critique du vrai PCF et du vrai gaullisme, c'est-à-dire ceux de l'avant-guerre et l'après guerre. Et cette critique n'est elle-même possible que si l'on place le républicanisme d'après 45, c'est-à-dire le PC et le gaullisme dans la continuité abâtardie du républicanisme de la III<sup>ème</sup> République, qui ne représente que « *les aspects les plus négatifs des côtés négatifs [de l'école de Jules Ferry]* »<sup>14</sup>. Cette critique globale ne m'intéresse pas ici immédiatement car le rôle du GRIP n'est pas de faire l'histoire de la société et il ne recrute pas sur des bases politiques mais il ne peut pas y être indifférent car la question scolaire possède indéniablement une dimension sociale et politique. Et il est surtout important de remettre à leur place ceux qui valident les positions historiques du gaullisme et du PCF « *avant qu'ils ne poussent au prix d'une perte d'énergie considérable, [à] reconstruire un système qui a logiquement abouti au désastre actuel* ».

Michel Delord 28 avril 2010

### III) 12 mai 2010 : Stalinisme et formes de pensée

Ceci dit, passons mais brièvement ce soir où je suis occupé, aux choses sérieuses.

Et commençons par la fausse définition du stalinisme, celle que donne le libéralisme qui le considère comme dogmatique, rigide, trop logique, arc-bouté sur des principes, etc...

Or cette vision du stalinisme est complètement fautive puisque, dans le stalinisme la vérité n'est pas stable mais dépend des variations d'analyse du chef, himalaya de pensée et subtil tacticien du n'importe quoi, qui décide qu'un jour le soleil est bleu et vert le lendemain. Ceci n'est pas une vision de l'esprit puisque le stalinisme historique a d'abord dénoncé l'Amérique comme centre de la ploutocratie mondiale, puis en a fait une puissance démocratique avec qui s'allier, puis à nouveau après 47 une puissance fasciste. Bien sûr les variations du chef n'étaient pas indépendantes des intérêts de l'état russe, mais cela nous intéresse peu ici puisque nous nous intéressons seulement aux formes de la pensée.

Donc le stalinisme n'est pas du tout la défense d'une pensée trop rigoureuse et trop logique mais bien plutôt d'une pensée qui « *affirme blanc le premier jour, noir le deuxième et tente de démontrer le troisième jour que noir et blanc sont identiques* » [Message 1211 du GRIP].

Ceci dit, pour agir le stalinisme ne peut s'appuyer sur la continuité de la raison et de la théorie et il s'attache donc à une pratique aveugle et, dans la prise de décision, à la surestimation de l'aspect organisationnel, à la surestimation des méthodes contre les contenus. Et c'est là qu'apparaît aussi le rôle central joué non pas par l'avis des membres de l'organisation où par ses membres élus, mais par le secrétaire et en particulier le secrétaire général.

---

<sup>13</sup> Je m'excuse de cette touche personnelle mais si je l'évoque c'est qu'elle peut être importante : je connais très bien, familialement de plus, les milieux proches du PCF ( et en particulier du colonel Guingouin ) et du gaullisme résistant (Tendance Emmanuel d'Astier de la Vigerie) et la volonté militante qui y a existé m'a toujours fait l'effet d'un souffle de vie. Mais il me semble que la meilleure manière de défendre la mémoire de ces militants est non pas de *défendre le PCF* ( et le gaullisme ) mais au contraire de montrer comment leurs énergies ont été employées fondamentalement à contresens. Ici vaut à la puissance 10 la citation de Martin Buber qui figure, grâce à Rudolf, en exergue du texte sur les références de principe du GRIP pour le primaire: « *La modernité et la tradition sont les plus nobles libertés pour les générations qui les assument, mais elles sont aussi l'esclavage le plus misérable pour ceux qui s'y soumettent par simple opiniâtreté et paresse d'esprit* ».

<sup>14</sup> In Michel Delord, Gilbert Molinier, *De Ferry Jules à Ferry Luc ou de la dictée à l'addiction*, janvier 2002.

<http://www.sauv.net/ferry.php>

Il n'est pas inutile de citer le point 13 de ce texte, toujours d'actualité :

*Plutôt que bavarder sur les bienfaits ou les méfaits de " l'école de Jules Ferry ", ne serait-il pas plus utile de poser les problèmes réels des contenus à enseigner dans les matières fondamentales que sont l'arithmétique et la langue ? Le faux débat organisé entre ceux qui s'opposent au " apprendre par cœur " les tables de multiplication parce que ce serait " fasciste " et ceux qui, partant des mêmes prémisses, y sont favorables car ils y voient un retour à l'ordre, est un débat truqué : on passe de la négation de la nécessité d'apprentissages mécaniques reconnus comme tels à la glorification du mécanisme en lui-même comme apprentissage de la servilité. L'Ecole de Jules Ferry, outre son éloge historique du " moteur à bananes " et de l'Empire tendait, vers les années cinquante-soixante, à réduire de plus en plus l'enseignement du " Lire, écrire, compter, calculer " à leurs aspects mécaniques. Dans ce cadre, on ne doit pas oublier que les réformes introduites dans la même période faites au nom de l'intelligence n'ont, le plus souvent, fait qu'aggraver les aspects qu'elles prétendaient combattre.*

Il est aussi vrai qu'il est difficile au secrétaire général d'expliquer les changements permanents aux militants de base ou même aux cadres qui ont quelques intérêts au maintien du système. Même s'ils sont légèrement lobotomisés, certains finissent par se poser quelques questions et deviennent donc imperméables à l'irrationalité du système : dans ce cas le système les déclare irrationnels, fous incompatibles avec le bon fonctionnement de la société. Mais ceci est bien connu.

Ceci dit , il n'y a pas de différence de fond entre la défense absolue du marché et le stalinisme : les deux conceptions défendent un absolu, d'un côté la vérité du marché , de l'autre la vérité du secrétaire général. Mais ces deux absolus sont tous les deux *absolument relatifs* puisque le marché est aussi imprévisible que les variations de positions du secrétaire général.

12/05/2010  
Michel Delord